Durée de travail dans les hôpitaux: les abus perdurent

Marcel Marti

Responsable politique et communication / directeur adjoint de l'asmac

Bafouer la loi? C'est intolérable, pourrait-on penser. Le nouveau sondage auprès des membres réalisé par l'asmac démontre pourtant le contraire. En effet, près de deux tiers de ses médecins-assistants et cheffes de clinique rapportent des violations de la loi sur le travail. Et ils sont encore plus nombreux à subir des violations de la durée contractuelle de travail. Un nombre croissant de médecins en supportent les conséquences, mais aussi les patientes et les patients.

Jamais deux sans trois. C'est ce que prouve l'étude que l'Institut DemoSCOPE a réalisée pour la troisième fois auprès des membres de l'asmac. «Oui, la situation est préoccupante – et cela ne date pas d'hier si on établit la comparaison avec 2017 et 2014», déclare la présidente de l'association Anja Zyska en dressant le bilan. «Le respect de la protection des travailleurs dans les hôpitaux doit enfin être contrôlé de façon rigoureuse – avec des sanctions en cas de violations.»

Mais commençons par le commencement. Près de 3000 personnes ont participé au récent sondage réalisé de janvier à mars 2020. Pour 62% d'entre elles, la durée de travail n'est toujours pas conforme à la loi. Une personne sur deux travaille en moyenne hebdomadaire plus longtemps que les 50 heures autorisées par la loi. Calculé sur un plein temps, ce sont toujours encore en moyenne près de 56 heures. Certes, le nombre d'heures supplémentaires annuelles a baissé à environ 137 heures. Cependant, seuls les cheffes et chefs de clinique connaissent une évolution positive à ce niveau-là. Chez les médecins-assistants par contre, la valeur atteint un nouveau record négatif avec plus de 141 heures. Une note réjouissante toutefois: la pres-

cription de ne pas travailler plus de sept jours consécutifs est toujours mieux respectée, c'est-à-dire par trois personnes interrogées sur cinq.

Le contrat de travail reste souvent lettre morte

La comparaison entre la théorie et la pratique est une fois de plus inquiétante si l'on confronte la durée de travail selon le contrat à la réalité. Ce sont ainsi 69% des membres de l'asmac qui travaillent plus que ce qui est convenu, et la tendance est à la hausse. En moyenne, ce sont cependant 2,5 heures de travail accomplies chaque semaine qui ne sont pas saisies, notamment celles qui dépassent la durée maximale de travail.

Cette situation contraste avec d'autres constats. Globalement, la durée de travail effectivement accomplie baisse, ce qui s'explique toutefois par l'augmentation du travail à temps partiel, notamment chez les cheffes et chefs de clinique. Et ce n'est pas tout, tant les médecins travaillant à plein temps que ceux qui travaillent à temps partiel sont plus nombreux à vouloir travailler moins. 80% se déclarent ainsi favorables à un maximum de 42 heures par semaine au lieu des 50 heures autorisées par la loi. Inversement, seulement 1% se déclare prêt à porter la blouse blanche plus longtemps que la loi ne le permet.

Harassés et épuisés

Ce n'est pas seulement le fossé grandissant entre les attentes et la réalité qui est frappant, cet écart pourrait aussi expliquer pourquoi le travail devient de plus en plus un fardeau. Entre-temps, près de sept participants au sondage sur dix se sentent au moins parfois harassés et/ou émotionnellement épuisés, environ un tiers

«L'argent ne doit pas être un argument pour justifier des conditions de travail illégales et malsaines. Notamment parce que les conséquences coûtent bien plus que les investissements dans la protection des travailleurs»: Anja Zyska, présidente de l'asmac (photo: asmac)

39% des médecins interrogés pensent parfois «je n'en peux plus». Quatre sur cinq aimeraient travailler au maximum 42 heures par semaine – et seulement 1% plus que ne le permet la loi. (Photo: © Wave Break Media Ltd | Dreamstime.com, image symbolique)

même régulièrement. A tel point que 39% pensent même parfois «je n'en peux plus». Cela n'est pas sans conséquences pour les patientes et les patients. Au cours des deux dernières années, une bonne moitié des personnes interrogées a vécu des mises en danger par des médecins épuisés – 14% de plus qu'en 2014. Les médecins interrogés voient cependant dans de nombreuses tâches administratives un potentiel pour réduire la charge de travail, ce que l'asmac soutient avec la campagne «Plus de médecine et moins de bureaucratie!». Actuellement avec des projets pilotes dans deux cliniques en Suisse alémanique et en Suisse romande.

«Un autre point tout aussi important dans ce contexte est la planification des services, un domaine où nous soutenons les hôpitaux avec une offre de conseil gratuite», ajoute la présidente de l'association Anja Zyska. «Mais une chose est sûre, travailler moins signifie avant tout aussi répartir la charge de travail sur plus d'épaules.» L'argent ne doit pas être un argument pour justifier des conditions de travail illégales et malsaines. «Notamment, parce que les conséquences coûtent bien plus que les investissements dans la protection des travailleurs. Il suffit de penser aux absences du personnel pour raisons de santé et à l'abandon de la profession, mais aussi à la mise en danger des patients.»

Pour beaucoup, la discrimination existe

Le thème de la discrimination dans le cadre professionnel a pour la première fois été intégré dans l'étude. Un phénomène qui semble très répandu, car un

membre sur deux rapporte l'avoir déjà vécu ou y avoir déjà assisté. Cela touche plus les femmes, et les préjudices subis le sont en raison du sexe en général ou plus spécifiquement par la grossesse et la parentalité. Chez les hommes, ce sont la nationalité/l'ethnie et l'origine migratoire qui jouent le rôle principal. En outre, plus un médecin travaille, plus le risque d'être discriminé est élevé. Avec des conséquences notamment pour le bien-être psychique, la formation médicale postgraduée et la situation de travail.

L'asmac se bat depuis longtemps contre les problèmes décrits. Quelles en sont les principales causes? Pour Anja Zyska «en premier lieu la pression aux économies et une vision axée sur la rentabilité, car dans la hiérarchie médicale, nos membres comptent parmi les plus faibles et les plus avantageux sur le plan salarial. Deuxièmement, ce sont justement eux qui souffrent de l'excès de bureaucratie qui va au détriment de la prise en charge des patients et qui accroît la charge de travail.» Troisièmement, une certaine tradition joue aussi un rôle, selon le principe: «Ça a toujours été ainsi – pourquoi faudrait-il le changer?» On oublie alors souvent «que nos membres ne travaillent pas seulement, mais qu'ils devraient aussi bénéficier d'une bonne formation. Ils y ont droit.»

Harassés et épuisés

Encouragée par les résultats du sondage et les expériences durant la crise du coronavirus, l'association adresse les revendications suivantes à la politique et aux hôpitaux:

- 1 **Fin à la pression aux économies et à une vision axée sur la rentabilité!** Il faut suffisamment de personnel et une infrastructure adaptée dans le système de santé pour garantir la qualité des soins et la sécurité des patients.
- 2 **La loi sur le travail n'est pas une recommandation, mais une obligation.** Des contrôles et sanctions plus sévères sont nécessaires pour garantir son application systématique.
- 3 **La formation médicale pré- et postgraduée est indispensable.** La qualité et l'exécution doivent être assurées indépendamment de situations extraordinaires, de contraintes budgétaires ou de temps.
- 4 Des déroulements simples et efficaces – pour moins de bureaucratie. Davantage d'efforts coordonnés sont nécessaires pour réduire l'administration inutile au bénéfice de la prise en charge des patients.

Vous trouverez des informations détaillées sur le sondage actuel de l'asmac sur <https://vsao.ch/fr/medias-et-publications/>.